Naissance de la paroisse « territoriale »

l'apport de trois actes du XI^e siècle relatif à la Bretagne

The Birth of Territorial Parishes through Three Eleventh-Century Breton Acts

Anne Lunven

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2773>

DOI : 10.4000/abpo.2773

ISBN : 978-2-7535-3513-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 31-46

ISBN : 978-2-7535-3511-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Anne Lunven, « Naissance de la paroisse « territoriale » », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 121-2 | 2014, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2773> ; DOI : 10.4000/abpo.2773

Naissance de la paroisse « territoriale »

L'apport de trois actes du XI^e siècle relatif à la Bretagne

Anne LUNVEN

Docteur en archéologie et histoire médiévales, chercheur associé
au Centre de recherches historiques de l'Ouest (CERHIO-UMR 6258)

Pendant longtemps, la recherche sur les structures ecclésiales avait considéré que dès le VI^e siècle un réseau de grandes paroisses primitives avait été mis en place à partir des premières fondations d'églises. La multiplication des lieux de culte aurait ensuite entraîné le démembrement croissant de ces grands ensembles et, à terme, la formation d'un maillage paroissial de plus en plus serré¹. Cette approche, qui suggérerait que l'Église s'était organisée d'emblée sur un mode territorial, a été récemment remise en cause². Comme le rappelle É. Zadora-Rio, la date de fondation d'un lieu de culte ne doit pas être confondue avec celle de sa paroisse³. Pour qu'un territoire existe, il faut qu'il réponde à une finalité politique et sociale précise. L'Église devait donc éprouver le besoin de disposer de structures d'encadrement spécifiques pour donner naissance à des territoires propres. Or,

1. Sur le démembrement croissant des grandes paroisses primitives, voir : CHAUME, Maurice, « Le mode de constitution et de délimitation des paroisses rurales aux temps mérovingiens et carolingiens », *Revue Mabillon*, n° 27, 1937, p. 61-73 et n° 28, 1938, p. 1-9, et plus récemment : AUBRUN, Michel, *L'ancien diocèse de Limoges, des origines au milieu du XI^e siècle*, Clermont-Ferrand, Institut d'études du Massif central (Publications de l'Institut d'études du Massif central; 21), 1981, « deuxième partie » et *id.*, *La paroisse en France : des origines au XV^e siècle*, Paris, Picard, 1986.

2. Concernant le renouvellement historiographique dont a récemment fait l'objet la paroisse, voir particulièrement : JOGNA-PRAT, Dominique et ZADORA-RIO, Élisabeth (dir.), *La paroisse, genèse d'une forme territoriale, Médiévales*, n° 49, 2005 et ZADORA-RIO Élisabeth (dir.), *Des paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire : la formation des territoires*, Tours, FÉRAFC (34^e supplément à la Revue Archéologique du Centre de la France), 2008. Nous nous permettons également de renvoyer à notre propre travail de thèse : *Du diocèse à la paroisse. Évêchés de Rennes, Dol et Saint-Malo (V^e-XIII^e siècle)*, PUR, 2014.

3. ZADORA-RIO, Élisabeth, « L'historiographie des paroisses rurales à l'épreuve de l'archéologie », DELAPLACE, Christine (dir.), *Aux origines de la paroisse rurale en Gaule méridionale (IV^e-IX^e siècles)*, Paris, Errance, 2005, p. 15-23.

les travaux sur la spatialisation du sacré, menés notamment par M. Lauwers et D. Iogna-Prat, ont démontré qu'à l'origine, l'Église n'avait pas vocation à prendre en charge le siècle, mais qu'au contraire cet engagement dans la vie terrestre des fidèles fut le résultat d'un long processus et de transformations ecclésiologiques et sociales majeures⁴. Du reste, on constate que le mot *parochia* s'est imposé tardivement, aux cours des XI^e-XII^e siècles, pour désigner le territoire gouverné par une église majeure, à l'intérieur duquel celle-ci exerçait l'intégralité des droits spirituels⁵. Dans la législation conciliaire mérovingienne, *parochia* s'appliquait aux églises fondées par l'autorité épiscopale et non à leur territoire. On trouve également fréquemment ce terme employé au haut Moyen Âge pour qualifier ce que l'on pourrait appeler par commodité « le diocèse »⁶.

Le présent article tentera modestement de contribuer au profond renouvellement historiographique qui caractérise la formation de la paroisse depuis quelques années. Trois actes contemporains, datés du troisième quart du XI^e siècle, produits par des établissements monastiques distincts, permettent en effet d'avancer quelques hypothèses sur le processus qui permit la reconnaissance d'un territoire dépendant d'une église locale.

Présentation du corpus d'actes⁷

Le premier document est une copie d'un original perdu de Marmoutier, daté des années 1064-1076, dont la transcription, conservée aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine, remonte au XVI^e siècle⁸. Cet acte relate un accord passé, en présence de l'évêque de Rennes Main (1047-1076) et l'abbé de Marmoutier Barthélémy (1063-1084), entre les moines de Sainte-Croix

4. LAUWERS, Michel, *Naissance du cimetière : lieux sacrés et terre des morts dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier, 2005 ; IOGNA-PRAT, Dominique, *La Maison Dieu : une histoire monumentale de l'Église au Moyen Âge : v. 800-v. 1200*, Paris, Seuil, 2006.

5. Voir notamment LAUWERS, Michel, « Paroisse, paroissiens et territoire. Remarques sur *parochia* dans les textes latins du Moyen Âge », *Médiévales*, n° 49, 2005, p. 11-32, qui rappelle qu'une telle définition ne fut clairement formulée par les canonistes qu'au milieu du XIII^e siècle.

6. *Ibidem*, p. 25. Sur la notion problématique du « diocèse » comme circonscription soumise à l'autorité d'un évêque avant le XII^e siècle, voir MAZEL, Florian (dir.), *L'espace du diocèse, Genèse d'un territoire dans l'Occident médiéval (V^e-XIII^e siècle)*, Rennes, PUR, 2008 ; MAZEL, Florian, *De la cité au diocèse : Église, pouvoir et territoire dans l'Occident médiéval (V^e-XIII^e siècle)*, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches en Histoire médiévale, université Rennes 2, 2009 (nous remercions son auteur de ne nous avoir permis de consulter ce travail, à ce jour inédit).

7. Les trois actes sont édités en annexe.

8. Cet acte a été édité par LA BORDERIE, Arthur (Le Moyne de) (éd.), « Les paroisses de Vitré. Leur origine et leur organisation ancienne. Pièces justificatives », *Association bretonne*, n° 19, 1876, acte n° 1, p. 133. La copie du XVI^e siècle est conservée dans le fonds Le Gonidec de Traissan, cédé aux archives d'Ille-et-Vilaine en 1936 : Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine 1 F 1801. Il se compose notamment des copies des vingt-six actes les plus anciens du prieuré Sainte-Croix de Vitré, lequel devint la propriété de Magdeleine-Renée de la Rigautière, veuve d'Olivier Le Gonidec, seigneur de Traissan à la fin du XVIII^e siècle : *Guide des archives d'Ille-et-Vilaine*, Rennes, Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, p. 355.

de Vitré et les chanoines de l'église Sainte-Marie du même château⁹. Il fut convenu que les moines résidant dans la *cella* de Sainte-Croix ne pouvaient accueillir les paroissiens de Sainte-Marie-et-Saint-Pierre, ni percevoir les redevances qui étaient dues à cette église-mère, sans le consentement des chanoines¹⁰. Le règlement précise que les chevaliers qui gardaient le château du seigneur Robert I^{er} de Vitré, n'étaient point coutumiers de la dite église, bien qu'ils habitassent à l'intérieur de sa paroisse¹¹.

Cette convention intervint peu de temps après la fondation de l'église Sainte-Croix par Robert de Vitré, qui souhaitait établir à proximité de son *castrum* une communauté de moines dépendante de l'abbaye tourangelles de Marmoutier¹². Pour le seigneur de Vitré, cette importante donation à un prestigieux monastère de la vallée de la Loire devait permettre de racheter ses fautes et celles de ses proches, l'aumône aux religieux étant expiatoire. L'établissement d'un prieuré bénédictin était également valorisant pour un pouvoir en pleine affirmation dans le contexte de l'enchâtellement¹³. Quant à l'église Sainte-Marie-et-Saint-Pierre, il faut probablement y distinguer deux églises, selon une disposition héritée du haut Moyen Âge¹⁴. Comme l'indique D. Pichot, une poterne Saint-Pierre, ouverte dans l'enceinte de Vitré, pourrait en effet conserver le souvenir d'un second lieu de culte, dont la titulature fut réutilisée à partir de 1550 pour nommer le petit cimetière qui s'étendait au nord-ouest et au sud de Notre-Dame, également appelé « Cimetière neuf » ou « Cimetière des Pauvres » (figure 1)¹⁵.

9. Annexe n° 1: *Hoc est conventio inter monacos Sancti Martini et clericos Sancte Marie Vitriacensis ecclesie, facta in presentia domni episcopi Maneni Rodonensis [...]. Facta est hec conventio in presentia domni Bartholomei abbatis Majoris Monasterii [...]*.

10. *Ibidem* : *Monachi qui in cella habitabunt non recipiant parrochianum sancte Marie et sancti Petri neque debita que reddere debent matri ecclesie sine consensu canonicorum*.

11. *Ibid.* : *Illum parrochianum dico qui in sua parrochia mansionarius erit, exceptis illis militibus qui in castello domni Roberti erunt propter suum beneficium : castellani enim equites non sunt consuetudinarii cujusquam ecclesie*.

12. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine 1 F 1801-18 (en 1064-1076).

13. Il faut rappeler que le terme *prioratus* ne s'est imposé qu'à la fin du XII^e siècle et qu'auparavant une multiplicité de mots existent pour désigner ces dépendances monastiques (*obedientia, cella, locus, domus*, etc.). Sur le mouvement de fondations prieurales dans l'Ouest de la France et ses enjeux, voir les communications rassemblées dans PICHOT, Daniel et MAZEL, Florian (dir.), « Prieuré et société au Moyen Âge », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, n° 113, 2006, ainsi que le récent ouvrage de LEGROS, Sébastien, *Moines et seigneurs dans le Bas-Maine. Les prieurés bénédictins du X^e au XIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2010. Concernant plus particulièrement l'abbaye de Marmoutier, voir : PICHOT, Daniel, « Les prieurés bretons de Marmoutier », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 119/3, 2012, p. 153-175.

14. Sur les groupes ecclésiaux du haut Moyen Âge, voir : ZADORA-RIO, Élisabeth, « L'historiographie des paroisses rurales à l'épreuve de l'archéologie », DELAPLACE, Christine, (dir.), *Aux origines de la paroisse rurale en Gaule méridionale (IV^e-IX^e siècles)*, Paris, Errance, 2005, p. 18, avec renvoi à la bibliographie.

15. PICHOT, Daniel, « Vitré : une ville et son château », CHÉDEVILLE, André et PICHOT, Daniel (dir.), *Des villes à l'ombre des châteaux. Naissance et essor des agglomérations castrales en France au Moyen Âge*, Rennes, PUR, 2010, p. 15-24; PICHOT, Daniel, « Vitré X^e-XIII^e siècle, naissance d'une ville », *Mémoires de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*,

Figure 1 – Localisation des églises Sainte-Marie et Sainte-Croix de Vitré

La découverte au ^{xix}^e siècle à Vitré, mais à un emplacement non précisément localisé, d'une centaine de sépultures en coffres de schiste, sarcophages en calcaire coquillier et fosses en pleine terre, selon une association fréquente sur les sites funéraires du haut Moyen Âge mis au jour dans le Rennais, prouve en effet l'occupation ancienne de l'agglomération, établie le long de la voie antique Rennes-Le Mans¹⁶. La communauté de chanoines qui y était établie peut également renvoyer à une situation ancienne, tels les exemples étudiés par B. Meijns pour le Nord de la France¹⁷, plutôt qu'à une entreprise du seigneur de Vitré, pour laquelle il n'existe aucune preuve véritablement fondée¹⁸. Cela permettrait d'expliquer l'ampleur des possessions de Sainte-Marie, particulièrement riches en églises (neuf édifices, selon un acte de 1116¹⁹) et le rôle prépondérant de ses clercs dans la vie

n° 84, 2006, p. 5-28; PICHOT, Daniel, « Sainte-Marie de Vitré (XI^e-XII^e siècle) : du collège de chanoines au prieuré », in CASSARD, Jean-Christophe, LAMBERT, Pierre, PICARD, Jean-Michel (dir.), *Mélanges offerts au professeur Bernard Merdrignac*, Landévennec, Britannia Monastica, 2014, p. 261-274.

16. GUIGON, Philippe, *Les sépultures du haut Moyen Âge en Bretagne*, Rennes, Institut culturel de Bretagne, Laboratoire d'Anthropologie Préhistoire (UPR CNRS 403), Centre régional d'Archéologie d'Alet, 1994, p. 61; POILPRÉ, Pierre, *Recherche autour du « vieux grand chemin »... Une voie romaine entre Rennes et Le Mans?*, Mémoire de Master 1 « Archéologie et Histoire », université Rennes 2, 2005, p. 117-119.

17. MEIJNS, Brigitte, « Des basiliques rurales dans le nord de la France ? Une étude critique de l'origine mérovingienne de quelques communautés de chanoines », *Sacris Erudiri*, n° 41, 2002, p. 301-340.

18. Comme le rappelle Daniel Pichot dans : « Vitré : une ville ... », *art. cit.*, p. 16, « il paraît peu probable qu'aussitôt après avoir fondé une communauté cléricale, le même personnage ait installé un prieuré considérable à Sainte-Croix ».

19. Parmi les dépendances des chanoines, on compte, outre deux églises de Vitré (Saint-Pierre et Saint-Martin), celles de Balazé, Saint-Didier, Bais, Acigné, Mécé, Billé et Saint-

paroissiale de l'agglomération, puisque, outre Saint-Pierre de Vitré, les chanoines contrôlaient l'église Saint-Martin *in eodem castro*, jusqu'à leur remplacement définitif par les moines de Saint-Melaine de Rennes en 1158²⁰.

Le deuxième texte est un extrait d'une longue notice de l'abbaye Saint-Florent de Saumur, retranscrite dans le Livre Blanc, cartulaire constitué au XII^e siècle et conservé aux archives départementales du Maine-et-Loire²¹. Il relate la fondation d'un prieuré en la *villa* Maboué, près de Dol, en l'honneur de Sainte-Marie et Saint-Florent dans les années 1070 par Jean I^{er} de Dol-Combours, avec l'accord du pape Grégoire VII et d'Éven, archevêque de Dol (1076-1081), lequel en consacra le cimetière²². Ce dernier abandonna également aux moines toutes les coutumes qu'il possédait dans la dite *villa* et leur permit de tenir une foire à la fête de saint Florent, à la condition que les moines ne reçoivent aucun bourgeois résidant dans son bourg à Dol, à moins de son autorisation²³. Les chanoines de la cathédrale Saint-Samson approuvèrent cette convention, mais sous réserve qu'aucun des bourgeois du château de Dol, ni des *optimates* du Ratel, ne soit inhumé par les moines dans le nouveau cimetière, excepté leur consentement²⁴.

Outre plusieurs autres donations d'églises et de droits divers par différents vassaux de Jean I^{er} de Dol et de ses frères, le texte précise que les

Symphorien de Rennes : *Actes des ducs de Bretagne (944-1148)*, éd. Hubert Guillotel, Thèse, université Paris 2, 1973, n° 22.

20. Un acte de l'évêque de Rennes Marbode, connu par deux versions différentes, enregistre le remplacement des chanoines de Sainte-Marie par les moines de Saint-Melaine dès 1116 : *Actes des ducs de Bretagne (944-1148)*, n° 22 ; arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 4 H 9/1. Cependant, les clercs de Vitré protestèrent contre leur suppression et la situation resta ambiguë jusqu'à la fondation du prieuré Sainte-Marie de Vitré par l'abbaye Saint-Melaine de Rennes, en 1158 : PICHOT, Daniel, « Sainte-Marie de Vitré (XI^e-XII^e siècle)... », *art. cit.*

21. Arch. dép. du Maine-et-Loire, H 3713 (*Livre Blanc* de Saint-Florent de Saumur), f° 75 r°-77. Cet acte a été en partie édité par MORICE (Dom), Pierre-Hyacinthe (éd.), *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire civile et ecclésiastique de Bretagne, tirées des archives de cette province, de celles de France et d'Angleterre, des recueils de plusieurs sçavans antiquaires*, 3 vol., Paris, Ch. Osmont, 1742-1746, t. 1, col. 433-434.

22. Annexe n° 2 : *In supradicta villa, scilicet Mezvoit, cepit Johannes construere monasterium in honore Sancte Marie Sanctique Florentii per auctoritatem pape Gregorii VIII^{mi} [...]. Eventius etiam archiepiscopus Dolensis ut construeretur annuit, et cymiterium ipse benedixit.* Sur cette fondation, voir : BEAUMON, Jérôme, 2006, « Implantation et expansion d'un réseau de prieurés à l'époque féodale : l'exemple des prieurés de l'abbaye Saint-Florent de Saumur dans le diocèse de Rennes et la seigneurie de Dol-Combours (XI^e-XIII^e siècle) », PICHOT, Daniel et MAZEL, Florian (dir.), *Prieuré et société...*, *op. cit.*, p. 78-80. Sur le rôle de la famille de Dol-Combours dans l'implantation de l'abbaye Saint-Florent de Saumur en Bretagne, voir GUILLOT, Hubert, « Combours : proto-histoire d'une seigneurie et mise en œuvre de la réforme grégorienne », KEATS-ROHAN, Katharine Stephanie Benedicta (dir.), *Family Trees and the Roots of Politics. The Prosopography of Britain and France from the Tenth to the Twelfth Century*, 1997, Woodbridge, Boydell press, p. 288-289.

23. *Ibidem* : [Eventius] omnes suas consuetudines illi monasterio donavit, et ut etiam feria in festivitate Sancti Florentii ibi adunaretur permisit, ita tamen ut monachi burgenses ejus in burgum suum hospitandos non reciperent nisi ejus gratanti absolutione.

24. *Ibid.* : Canonici quoque Sancti Samsonis concesserunt ea conditione ut neminem sive ex burgensibus castri sive ex optimatibus de Ratel defunctum monachi sepelirent, nisi ipsi gratanter permetterent.

habitants de la *villa* Maboué dépendaient à l'origine de la paroisse Sainte-Marie de Carfantin et qu'à ce titre, ils lui versaient les dîmes, leurs prémices et les autres oblations²⁵. Tous ces droits relevaient alors d'un certain Josselin Germaion qui, pour le salut de son âme, abandonna aux moines de Saint-Florent de Saumur, contre soixante sous, tous les revenus qu'il percevait sur cette *villa*, c'est-à-dire, les dîmes, le droit de sépulture et les oblations²⁶. Pour dédommager le prêtre de Sainte-Marie de Carfantin, le dit Josselin s'engagea à lui verser la dîme de la *villa* d'Hérald²⁷. En outre, il fut conclu, devant l'archevêque Éven et le comte de Rennes Geoffroy Grenonat (1066-1084), que les moines saumurois, maîtres de la nouvelle obédience de Maboué, devraient payer chaque année à l'église de Carfantin un cens de dix-huit deniers, en reconnaissance de son droit d'église-mère²⁸.

Figure 2 – Localisation de l'obédience de Maboué (aujourd'hui L'Abbaye-sous-Dol), de l'église de Carfantin et de la cathédrale Saint-Samson de Dol

25. *Ibid.*, f° 76 r° : *Hujus ville jam supradicte id est Mezwoit incole si qui prius erant ad parochiam Sancte Marie de Carfenton pertinebant et ei decimas et primitias suas et ceteras oblationes referebant.*

26. *Ibid.* : *Hic ob salvationem anime sue [Goscelini cognomento Germaion] omnes redhibitiones predictae ville, decimas, sepulturam, oblationes, monachis condonavit, et de habere eorum LX solidos accepit [...].*

27. *Ibid.* : [...] *et presbitero ecclesie de Carfenton concambium suum [Goscelini cognomento Germaion] reddidit de decima ville Heraldi.*

28. *Ibid.* : *Ne tamen mater ecclesia omnino jus suum amitteret fuit conventio ut monachi annis singulis in festivitate Assumptionis Sancte Marie x et viii denarios pro recognitione ecclesie de Carfenton redderent. Actum hoc coram archiepiscopo Eventio qui ut ita fieret concordavit et comite Goffredo qui hujus conventionis fidejussor est [...].*

Le prieuré de Maboué, qui donna plus tard naissance à la paroisse de l'Abbaye-sous-Dol, se situe au sud-ouest du siège épiscopal, à un peu moins d'un kilomètre de l'église de Carfantin (figure 2). Ce dernier édifice, dédié à Sainte-Marie, relève d'une fondation plus ancienne, sans que l'on puisse en dire plus. Sa possession par un laïc renvoie à une situation courante au XI^e siècle, avant les importants transferts de biens ecclésiastiques aux abbayes bénédictines. Plutôt qu'à une usurpation et à une supposée crise de la société avant la réforme dite « grégorienne », une telle configuration pourrait indiquer que Josselin était le fondateur ou le descendant des fondateurs de cet édifice et qu'à ce titre, il s'en considérait le possesseur légitime, selon une disposition longtemps conforme au droit canonique²⁹. Quant au « Ratel », dont les chanoines de Dol entendaient se réserver la sépulture de ses *optimates*, il a donné son nom au Clos-Ratel, pays traditionnel de Bretagne qui s'étendait entre Dol et Saint-Malo, et dont on trouve plusieurs autres mentions entre le XI^e et le XIII^e siècle³⁰.

Le dernier acte qui nous intéresse est un règlement conservé dans le cartulaire de l'abbaye Saint-Georges de Rennes, constitué au XIV^e siècle et conservé aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine³¹. Émis à l'abbaye Saint-Georges en présence de l'évêque d'Alet Renaud (... 1062-1081), il définit les droits respectifs de l'église Sainte-Marie de Tinténac et de la chapelle du château de Guillaume l'Ismaélite : le desservant de la chapelle toucherait la moitié des oblations octroyées par les paroissiens habitant à l'intérieur de l'enceinte du château, l'autre moitié revenant à l'église Sainte-Marie et à sa patronne, l'abbesse de Saint-Georges³². Les mêmes dispositions s'appliquaient aux oblations faites à la chapelle par les non ressortissants de la paroisse³³. En revanche, s'il s'agissait d'un paroissien résidant en dehors de l'enceinte du château, la totalité des oblations revenait à l'église Sainte-Marie et à l'abbesse³⁴. Par ailleurs, l'ensemble des paroissiens de Tinténac devait se rendre à son église-mère pour les principales fêtes (Noël, l'Adora-

29. Les conciles mérovingiens évoquent régulièrement ces lieux de culte fondés dans les domaines par les propriétaires fonciers. Du reste, au XI^e siècle, il n'est presque jamais question de « restitution » de ces biens à l'Église, mais de libres donations, voire de ventes.

30. Pour le récapitulatif et les références de ces mentions, voir : BOURDE DE LA ROGERIE, Henri, « Le pagus Racter et le Clos-Ratel », *Mélanges bretons et celtiques offerts à M. J. Loth, membre de l'Institut, professeur au Collège de France*, Rennes, 1927, p. 300-306.

31. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, H 023. Il en existe une édition : « Cartulaire de Saint-Georges de Rennes », éd. LA BIGNE-VILLENEUVE, Paul (de), *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, n° 9, 1876, p. 127-312, mais son auteur n'a pas conservé la structure originelle du manuscrit et a classé les actes par ordre chronologique.

32. Annexe n° 3 : *Scriptura hujus cartule continet conventionem inter abbatissam et Guillelmum ejus fidelem de capella castelli ejusdem Guillelmi, scilicet ut presbiter Guillelmi habeat medietatem oblationis parrochianorum intra vallum castelli habitantium, Sancta vero Maria et abbatissa aliam medietatem. [...] definitum est apud Sanctum Georgium ante Raginaldum episcopum, abbatissa Guillelmoque presentibus [...]*.

33. *Ibidem* : *De externis autem hominibus que de Tinteniensi parrochia non sunt similiter est constitutum.*

34. *Ibid.* : *Sed si parrochiani Tinteniensis ecclesie qui extra castrum habitant aliquid oblationis abtulerint, id Sancta Marie et abbatisse proprium erit.*

tion de la Croix, Pâques et la Sainte-Marie), ainsi que pour les sacrements du baptême et de la pénitence³⁵. Si jamais il arrivait que des baptêmes, des mariages ou des pénitences soient célébrés dans la chapelle, cela signifiait que son desservant était en même temps celui de l'église Sainte-Marie³⁶.

Figure 3 – Localisation de l'église Sainte-Marie de Tinténiaç

La seigneurie de Tinténiaç était une possession de l'abbaye Saint-Georges de Rennes, depuis la donation par le duc de Bretagne Alain III (1008-1040) du *vicus non exiguum nomine Tinteniace, cum ipsa ecclesia*³⁷. Le site est établi le long d'une voie antique reliant Rennes à Alet (Saint-Servan), mais à ce jour aucune trace d'occupation ancienne n'y a été découverte³⁸. Le statut de *vicus* attribué à cette localité au début du XI^e siècle et son importance (*non exiguum*) peuvent toutefois laisser penser qu'il s'agit d'un centre de pouvoir du haut Moyen Âge, dont l'église est probablement beaucoup plus ancienne que sa première mention dans les textes³⁹. Avant

35. *Ibid.* : *Ad Nativitatum Domini, ad confessionem in xl, ad adorandem crucem, ad baptisterium, ad Pascha, ad festivitatem Sancti Marie requirant parrochiani suam matrem ecclesiam.*

36. *Ibid.* : *Quod si forte ibi, in capella scilicet baptismum factum fuerit, vel sponsus benedictus cum sponsa, sive confessio data vel hujusmodi alia, quod inde presbiter Guillelmi habuerit per Tinteniensem habeat sacerdotem.*

37. *Actes des ducs de Bretagne (944-1148), op. cit.*, n° 28. Cette donation est à l'origine de la fondation du prieuré de Tinténiaç : MATHIEU, Étienne, 2006, « La naissance des prieurés de l'abbaye féminine Saint-Georges de Rennes (1027-1047) », PICHOT, Daniel et MAZEL, Florian (dir.), *Prieuré et société ...*, *op. cit.*, p. 96.

38. PROVOST, Alain et LEROUX, Gilles, *L'Ille-et-Vilaine*, Paris, Académie des inscriptions et belles-lettres (Carte archéologique de la Gaule; 35), 1990, notice n° 315.

39. Sur cette interprétation du terme *vicus* au XI^e siècle, voir : ZADORA-RIO, Élisabeth, « Deuxième partie : Habitat et territoire », ZADORA-RIO, Élisabeth (dir.), *Des paroisses...*, *op. cit.*, 2008, p. 94.

1067, l'abbesse Adèle confia la seigneurie de Tinténiaç à un chevalier breton nommé Donoal – père dudit Guillaume, surnommé l'Ismaélite – à qui elle autorisa la construction d'un château⁴⁰. Le site primitif de cette fortification, installée certainement dans Tinténiaç même (*in Tinteniaco*), n'est pas précisément connu. Le château aurait été réédifié sur un escarpement rocheux, situé à un plus de quatre kilomètres au sud-ouest, au lieu-dit Montmuran, en la commune des Ifs, après sa destruction par Henri II d'Angleterre en 1168⁴¹.

Analyse

Ces trois actes constituent les témoignages les plus anciens, conservés en Bretagne, de la reconnaissance d'un statut supérieur réservé à un édifice de culte. Au haut Moyen Âge, les actes du cartulaire de Redon, qui constituent l'unique source diplomatique pour la région, n'introduisent en effet jamais de relation hiérarchique par le vocabulaire⁴² et parlent soit d'*ecclesia*, soit de *monasterium/monasteriolum*⁴³, selon une classification qui semble alors avant tout fonctionnelle. Aucune précision n'est toutefois donnée sur les attributions spirituelles de chacun. Dans la législation canonique, on trouve également, dès le VI^e siècle, une typologie des églises rurales, mais elle est fondée sur la qualité de leur propriétaire. Les canons distinguent ainsi les *parochiae*, contrôlées directement par les évêques, des *oratoria*, établis dans les domaines et qui relevaient d'autres pouvoirs⁴⁴. Les premières disposaient théoriquement de prérogatives plus étendues

40. « Cartulaire de Saint-Georges de Rennes », n° 5 : *Noverit presencium ac posteriorum prudencia hoc pacto me permisisse Donoalo castrum sibi agere in Tinteniaco* [...].

41. GUILLOTIN DE CORSON, Amédée, « Les grandes seigneuries de Haute-Bretagne comprises dans le territoire actuel du département d'Ille-et-Vilaine », *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, n° 26, 1897, p. 3-66, aux p. 44-45.

42. LUNVEN, Anne, « From *Plebs* to *Parochia*. The Perception of the Church in Space from the Ninth to the Twelfth century (Dioceses of Rennes, Dol and Saint-Malo) », COHEN, Meredith et MADELINE, Fanny (dir.), *Space in the Medieval West – Places, Territories and Imagined Geographies, Actes du congrès annuel de la Société Internationale des Médiévistes, Paris, 24-26 juin 2009*, Farnham, [à paraître]. La chartre d'Anouareth à l'abbaye Saint-Maur de Glanfeuil, qui évoque la donation de l'église Saint-Pierre d'Anast avec ses chapelles sujettes (*cum capella subjecta*) en 843, est un acte interpolé de la fin du X^e ou du début du XI^e siècle. Nous nous permettons de renvoyer à l'analyse diplomatique que nous avons réalisée sur cet acte : « La donation d'Anouareth à l'abbaye Saint-Maur de Glanfeuil : retour sur un corpus d'actes célèbre », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, n° 170, 2012, [à paraître].

43. TANGUY, Bernard, « *Monasteriola* aux IX^e et X^e siècles d'après le cartulaire Saint-Sauveur de Redon et les *Gesta* des saints de Redon », QUAGHEBEUR, Joëlle et SOLEIL, Sylvain (dir.), *Le pouvoir et la foi au Moyen Âge en Bretagne et dans l'Europe de l'Ouest*, Rennes, PUR, 2010, p. 63-79.

44. Sur les *parochiae* et les *oratoria*, voir : le concile d'Agde de 506 (c. 21) et le concile d'Épône en 517 (c. 25) ; sur les seuls *oratoria*, voir : les conciles de Clermont en 535 (c. 15), de Châlons en 647-653 (c. 14), d'Orléans en 511 (c. 25) et en 541 (c. 3). GAUDEMET, Jean et BASDEVANT, Brigitte (éd.), *Les canons des conciles mérovingiens (VI^e-VII^e siècles)*, 2 vol., Paris, Éd. du Cerf (Sources chrétiennes), 1989.

que les secondes. Seules les *parochiae* avaient en effet le droit de célébrer les principales solennités, dont les fêtes de Pâques et de Pentecôte, aux cours desquelles était administré le sacrement du baptême. La fonction baptismale relevait ainsi exclusivement des attributions des édifices épiscopaux. Cette documentation conciliaire ne permet pas toutefois de conclure à l'existence d'une hiérarchie ecclésiale fonctionnant en réseau, avec des *parochiae* dominant un nombre déterminé d'*oratoria*⁴⁵. Aucune règle, si ce n'est peut-être celle empirique de la proximité, n'imposait par conséquent aux fidèles de fréquenter une *parochia* en particulier⁴⁶. La première formulation aboutie d'une hiérarchie ecclésiale, établie sur des relations de subordination entre des églises majeures et des édifices secondaires ou chapelles, apparaît dans les écrits normatifs d'Hincmar de Reims, au cours du IX^e siècle⁴⁷. Comme le soulignent M. Lauwers et F. Mazel, il faut toutefois se méfier des descriptions fournies par l'archevêque sur l'organisation des églises locales, lesquelles relèvent souvent d'un idéal et d'un programme de gouvernement, plutôt que de la réalité des faits⁴⁸. Dans les actes de la pratique bretons, un tel fonctionnement en réseau n'apparaît ainsi qu'au cours du XI^e siècle⁴⁹.

45. C'est pourtant ce que suppose la majorité des études sur la paroisse qui décrivent le fractionnement des grands ensembles primitifs, à partir des chapelles, dès l'époque carolingienne. Voir par exemple : AUBRUN, Michel, *La paroisse...*, *op. cit.*, p. 33-36.

46. Dès le VIII^e siècle, on trouve mention de relations de subordination entre deux lieux de culte. Voir notamment le cas de l'Italie centro-septentrionale, à partir de l'enquête de 715 au sujet de la querelle entre les évêques de Sienne et d'Arezzo : VIOLANTE, Cinzio, « Le strutture organizzative della cura d'anime nelle campagne dell'Italia centro-settentrionale (secoli V-X) *Cristianizzazione ed organizzazione ecclesiastica delle campagne nell'alto medioevo : espansione et resistenze*, *Settimane di studio del Centro italiano di studi sull'alto medioevo di Spoleto (Spoleto 10-16 aprile 1980)*, n° 28, 2 vol., Spolète, Presso la sede della Fondazione, 1982, t. 2, p. 953-1168, au chapitre 2, mais ces liens n'étaient pas exhaustifs et ne répondaient pas encore à une logique territoriale cohérente. Il n'est donc pas possible de parler d'un système paroissial au haut Moyen Âge (ou de système pléban dans le cas de l'Italie, contrairement à ce que propose C. Violante). Voir notamment TOUBERT, Pierre, *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du IX^e siècle à la fin du XI^e siècle*, 2 vol., Rome, École française de Rome, 1973, t. 2, p. 858, qui note, pour les *plebes* du Latium : « [au IX^e siècle] nous ignorons tout [...] des rapports entre les *ecclesiae* ou *oratoria* intercalaires et les centres plébans ».

47. Dans le chapitre 1 du deuxième capitulaire de 852, Hincmar recommande ainsi aux doyens de mener des enquêtes dans chaque église-mère et chapelle du diocèse : *Haec omni anno investiganda sunt a magistris et decanis presbyteris per singulas matrices ecclesias, et per capellas parochiae nostrae (Capitula episcoporum)*, éd. POKORNY, Rudolf et STRATMANN, Martina, t. II, *MGH Leges*, Hanovre, 1995, p. 45).

48. LAUWERS, Michel, *Naissance du cimetière...*, *op. cit.*, p. 36 et MAZEL, Florian, *De la cité au diocèse...*, *op. cit.*, p. 90.

49. La chronologie est identique en Touraine : ZADORA-RIO, Élisabeth, « Première partie : Les lieux de culte », ZADORA-RIO, Élisabeth (dir.), *Des paroisses...*, *op. cit.*, 2008, p. 30 constate ainsi que « les liens de subordination entre une chapelle et une église [...] n'apparaissent guère avant le XI^e siècle ».

Dans chacun des trois documents présentés, l'église majeure est toujours qualifiée de « mère⁵⁰ », selon un vocabulaire qui rappelle celui employé par les évêques pour justifier le droit prééminent de leur église-cathédrale sur les autres lieux de culte du diocèse à partir du ^x^e siècle⁵¹. Les évêques de chaque église concernée sont du reste présents : l'évêque de Rennes Main pour Vitré, celui d'Alet, nommé Renaud, pour Tinténac et enfin l'archevêque de Dol Éven, pour Carfantin et Maboué, ce qui laisse penser que les conventions rapportées par ces documents procédaient de l'autorité épiscopale. La notice relative à Vitré confirme cette idée : on y relève en effet, lorsqu'il s'agit de préciser qui étaient les paroissiens de l'église Sainte-Marie-et-Saint-Pierre, l'introduction d'un discours direct et la conjugaison du verbe « dicere » à la première personne du singulier⁵². Le scribe en rédigeant son acte semble donc avoir directement rapporté les propos de l'évêque, sans les transformer, peut-être pour donner plus d'autorité au règlement adopté.

La primauté de ces différentes églises majeures était alors concurrencée par des fondations nouvelles : à Vitré et à Maboué, il s'agit d'obédiances monastiques, tandis qu'à Tinténac, il est question d'un oratoire privé. Il s'en suit une convention pour réglementer les droits de chacun et protéger les prérogatives de l'église-mère à l'intérieur de sa paroisse. À Vitré, il était ainsi interdit aux moines de Sainte-Croix d'accueillir les paroissiens de l'église Sainte-Marie-et-Saint-Pierre, ainsi que de prélever des droits ecclésiastiques. Les moines de Maboué, bien qu'ils se soient emparés de plusieurs droits paroissiaux, furent pour leur part contraints de verser une compensation financière à l'église de Carfantin, afin de rappeler la subordination de leur église à l'égard de cet édifice. Enfin, la chapelle établie dans le château de Tinténac ne pouvait pas célébrer un certain nombre de solennités et devait verser une partie de ses émoluments à l'église principale.

50. L'expression resta en usage par la suite, mais fut concurrencée au ^{xii}^e siècle par celle d'*ecclesia parochialis*, qui fait alors son apparition dans l'espace breton. La première mention a été relevée en 1107, dans une copie moderne d'un acte de Marmoutier, au sujet de l'église Sainte-Marie de Combourg : Bibl. de l'Institut de France, 2383 (*Cartulaire factice du prieuré de la Sainte-Trinité de Combourg*), n° 24. Dans la base de données des chartes originales à 1121 (Artem), la première occurrence est plus précoce, en 1050 (charte n° 958).

51. Dans les actes épiscopaux bretons, l'église cathédrale est souvent appelée « l'église-mère », créatrice et matrice de toutes les autres églises du diocèse. À ce titre, les évêques exigeaient de prélever des droits sur l'ensemble des lieux de culte théoriquement soumis au ressort de leur cathédrale. Voir par exemple la concession des églises de Martigné et d'Eancé à l'abbaye de Marmoutier par l'évêque Marbode, limitée au respect du droit épiscopal et au versement des redevances coutumières dues à l'église-mère de Rennes : AD Ille-et-Vilaine, 6 H 31/3 : [...] *salva canonica reverentia et jure episcopali, salvis nichilominus consuetis redditibus sancte matris ecclesie Redonensis*. Sur la notion d'église-mère, voir également les remarques de FOULON, Jean-Hervé, *Église et réforme au Moyen Âge : papauté, milieux réformateurs et ecclésiologie dans les Pays de la Loire au tournant des ^x^e-^{xii}^e siècles*, Bruxelles, De Boeck (Bibliothèque du Moyen Âge; 27), 2008, p. 484-487.

52. Pour la citation, voir *supra*, note n° 11.

La sauvegarde de ces droits imposait de définir strictement le cadre de leur exercice. Pourtant aucune délimitation de territoire ne découle de ces différents règlements. En revanche, on y trouve une délimitation précise de la communauté paroissiale, définie en tant que communauté d'habitants. Ces textes sont ainsi les premiers à établir une équivalence entre fidèles d'une église et résidents d'une paroisse. Dans l'acte de Marmoutier relatif à Vitré, le paroissien de l'église Sainte-Marie-et-Saint-Pierre était celui qui habitait (*mansionarius*) cette paroisse. Parmi les fidèles de l'église de Carfantin, se trouvaient les habitants (*incole*) de la *villa* Maboué. Enfin, les paroissiens de l'église de Tinténac regroupaient tant ceux habitant (*habitantes*) en dehors, qu'à l'intérieur de l'enceinte du château de Guillaume l'Ismaélite. À partir des années 1060-1070, le lieu de domiciliation fondeait donc l'appartenance à une paroisse, ce qui introduisait une nouvelle notion de contrainte dans le rapport qu'entretenait le fidèle avec son église, celui-ci étant désormais placé sous la dépendance stricte d'un lieu de culte. Cette exclusivité réservée à l'église principale était concrétisée par une série de devoirs sacramentels et matériels. Les habitants de la *villa* Maboué, en tant que paroissiens de Carfantin, lui payaient les dîmes, prémices et offrandes. Quant aux habitants du château de Tinténac, qui entendaient l'office à la chapelle castrale, ils étaient tenus de se rendre à leur église-mère pour les grandes occasions⁵³. Si la paroisse pouvait disposer de plusieurs lieux de culte, l'église paroissiale était donc le seul lieu d'assemblée légitime pour sa communauté de fidèles. Le véritable commutateur de la paroisse paraît toutefois moins l'église-bâtiment que son desservant, ce qui révèle l'importance des liens personnels dans sa formation. Toujours à Tinténac, la possibilité de célébrer des baptêmes, des mariages ou de délivrer le sacrement de pénitence dans la chapelle castrale était ainsi envisageable, à condition que le prêtre de cet édifice fut en même temps celui de l'église principale.

L'obligation de fréquenter une église en fonction de son lieu de résidence définissait de fait un territoire dépendant. Celui-ci ne formait pas toutefois un ensemble cohérent et homogène. Ainsi, lorsque l'évêque de Rennes Main définit le paroissien de l'église Sainte-Marie-et-Saint-Pierre de Vitré comme l'habitant de cette paroisse, il exclut de cette règle les chevaliers du château, qui relevaient certainement d'un oratoire privé. Dans la notice concernant le nouveau prieuré de Maboué, les chanoines de la cathédrale de Dol réservèrent également un sort particulier aux *optimates*

53. À partir du XII^e siècle, les actes mentionnent également l'obligation de se faire inhumer autour de son église paroissiale. Les familiers du château de Fougères, qui avaient l'habitude d'entendre l'office à la chapelle Sainte-Marie, devaient ainsi recevoir le baptême, mais aussi la sépulture à l'église principale de Saint-Sulpice. MAZEL, Florian et LE HUËROU, Armelle (éd.), « Actes de l'abbaye de Marmoutier concernant le prieuré de la Trinité de Fougères, XI^e-XII^e siècles : édition et traduction », dans PICHOT, Daniel et MAZEL, Florian (dir.), *Prieuré et société*, op. cit., n° 7 : *Ceterum ad aliorum sacramentorum, baptismi videlicet atque sepulturae, perceptionem, ecclesiae Sancti Sulpicii eadem familia subjecta est*. Sur l'apparition tardive du cimetière comme espace consacré par l'évêque et spécifiquement réservé à la communauté de fidèles, voir : LAUWERS, Michel, *Naissance du cimetière...*, op. cit.

du Ratel, qui étaient ensevelis dans leur cimetière et non dans celui de leur paroisse respective. Enfin, l'acte réglant les droits de l'église-mère de Tinténac sur la chapelle du château de Guillaume, distingue clairement les paroissiens habitant à l'intérieur de l'enceinte fortifiée, de ceux vivant à l'extérieur, celle-ci formant comme une limite concrète à l'intérieur de la paroisse qui, de surcroît, distinguait une population sociologiquement différente. Le niveau supérieur d'un individu dans la société définissait ainsi un statut particulier de fidèle, souvent soustrait de toute contrainte paroissiale, au sens territorial du terme⁵⁴.

•

Le maillage paroissial, tel qu'il se présentait sous l'Ancien Régime, ne découle pas du démembrement croissant de grandes paroisses primitives. Au haut Moyen Âge, il n'existait aucune hiérarchie ecclésiale, définissant précisément les prérogatives spirituelles de chaque lieu de culte. La mise en ordre du semis ecclésial n'est visible dans les actes de la pratique qu'à partir de la seconde moitié du XI^e siècle. Ce processus de structuration semble alors relever du pouvoir épiscopal, lequel affirme à la même période son autorité sur l'ensemble des lieux de culte situés à l'intérieur du ressort de sa cathédrale⁵⁵. En imposant la fréquentation d'une église en fonction de son lieu de résidence, il s'agissait de délimiter précisément les contours de la communauté paroissiale. Certes, cela impliquait la détermination d'une emprise territoriale, mais qui correspondait avant tout à un semis d'âmes, et aucune définition stricte de la paroisse, avec des limites linéaires et continues, n'en découlait. Les procédures de délimitations paroissiales restèrent ainsi un phénomène marginal et toujours restreint à quelques tronçons litigieux, jusqu'à la Révolution⁵⁶. La paroisse se définissait davantage par son centre, en dehors duquel la communauté paroissiale comme reproduction locale de l'*Ecclesia* céleste n'existait pas. Ainsi, ce n'était pas l'appartenance au « territoire » paroissial, qui unissait tous les paroissiens entre eux, mais leur réunion obligatoire dans l'église-bâtiment pour les grandes occasions

54. BRAND'HONNEUR, Michel, *Manoirs et châteaux dans le comté de Rennes : habitat à motte et société chevaleresque (XI^e-XII^e siècles)*, 2001, Rennes, PUR, p. 239, note ainsi que les *milites* cherchaient à se distinguer de l'ensemble des paroissiens.

55. À ce sujet voir les travaux de Florian Mazel, cités *supra*, à la note n° 6.

56. Sur les délimitations paroissiales dans l'Ouest de la France, voir PICHOT, Daniel, « Paroisse, limites et territoires villageois de l'ouest (XI^e-XII^e siècles) », BOISSEUIL, Didier *et al.* (dir.), *Écritures de l'espace social*, Paris, Publications de la Sorbonne (Éducation-Formation), 2010, p. 219-235, ainsi que notre propre contribution, « Les actes de délimitation paroissiale dans les diocèses de Rennes, Dol et Saint-Malo (XI^e-XIII^e siècle) », BOISSEUIL, Stéphane *et al.* (dir.), *Le rôle des frontières dans la formation des territoires médiévaux, Actes des journées d'étude de Nantes, Paris et Poitiers 2009-2010*, Lleida, [à paraître]. É. Zadora-Rio insiste sur la cospatialité des territoires paroissiaux, avant que les nouvelles normes cartographiques et la création des communes à la Révolution n'imposent une ligne de partage continue des territoires : ZADORA-RIO, Élisabeth, « Territoires paroissiaux et construction de l'espace vernaculaire », *Médiévales*, n° 49, 2005, p. 105-120 et *id.*, « Deuxième partie : Habitat et territoire », ZADORA-RIO, Élisabeth (dir.), *Des paroisses de Touraine...*, *op. cit.*, p. 69-122.

et les sacrements⁵⁷. Le prêtre apparaît alors comme le véritable médiateur de cette communauté, rôle consacré par la communion pascale, qui liait personnellement et de façon exclusive le fidèle à son desservant, et dont l'obligation annuelle fut ordonnée par le concile de Latran IV (1215)⁵⁸.

Annexe 1 – Convention entre les chanoines de l'église Sainte-Marie de Vitré et les moines de Sainte-Croix de Vitré au sujet de la paroisse Saint-Pierre (1063-1076)

Copie du ^{xvi}^e siècle, arch. dép. Ille-et-Vilaine, 1 F 1801-16 – LA BORDERIE A. (Le Moyne de) (éd.), « Les paroisses de Vitré. Leur origine et leur organisation ancienne. Pièces justificatives », *Association bretonne*, n° 19, 1876, acte n° 1, p. 133.

Hoc est conventio inter monacos Sancti Martini et clericos Sancte Marie Vitriacensis ecclesie, facta in presentia domni episcopi Maneni Rodonensis audiente et concedente domino Roberto et filiis ejus, Andrea scilicet et Roberto, testibus his : Normannus de Straellis, Auverdo de Folgeriacis, Goranto filio Tehelli et Normanni de Fago. Monachi qui in cella habitabunt non recipient parrochianum Sancte Marie et Sancti Petri neque debita que reddere debent matri ecclesie sine consensu canonicorum. Illum parrochianum dico qui in sua parrochia mansionarius erit, exceptis illis militibus qui in castello domni Roberti erunt propter suum beneficium : castellani enim equites non sunt consuetudinarii cujusquam ecclesie. Facta est hec conventio in presentia domni Bartholomei abbatis Majoris Monasterii.

57. Sur l'idée que l'homme doit se déplacer vers le lieu qui le transformera, voir : MÉHU, Didier, « Locus, transitus, peregrinatio. Remarques sur la spatialité des rapports sociaux dans l'Occident médiéval (XI^e-XIII^e siècle) », LIENHART, Thomas (dir.), *Construction de l'espace au Moyen Âge : pratiques et représentations*, Paris, Publications de la Sorbonne (Histoire ancienne et médiévale ; 96), 2007, p. 290-293.

58. Sur l'importance du sacrement de la pénitence dans la construction du lien paroissial entre le fidèle et son prêtre : AVRIL, Joseph., « A propos du «*proprius sacerdos*» : quelques réflexions sur les pouvoirs du prêtre de paroisse », dans *Proceedings of the Fifth International Congress of Medieval Canon Law. Salamanca, 21-25 September 1976*, Saint-Siège (État de la cité du Vatican), 1980, p. 471-487. Voir également les remarques éclairantes de MORSEL, Joseph, « Introduction », dans *La formation des communautés d'habitants au Moyen Âge. Perspectives historiographiques. Actes des rencontres de Xanten (RFA), 19-22 juin 2003*, [http://lamop.univ-paris1.fr/IMG/pdf/01_Introduction_MorseL_.pdf] (consulté le 15 décembre 2011), note n° 9, qui parle d'interpersonnalisation des rapports curé/paroissien et, à ce titre, précise que la paroisse ne relevait pas formellement d'une logique communautaire, la « communauté » se définissant au contraire par des relations de voisinage.

Annexe 2 – Extraits de la notice de fondation du prieuré de Maboué avec règlement concernant les droits paroissiaux de l'église-mère Sainte-Marie de Carfantin sur cet édifice (1078-1081)

Copie du XII^e siècle, arch. dép. Maine-et-Loire, H 3713 (*Livre Blanc* de Saint-Florent de Saumur), f° 75 v°-76 r° – MORICE (Dom) P.-H. (éd.), *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire civile et ecclésiastique de Bretagne, tirées des archives de cette province, de celles de France et d'Angleterre, des recueils de plusieurs sçavans antiquaires*, 3 vol., Paris, Ch. Osmont, 1742-1746, t. 1, col. 433-434 (édition partielle).

[...]

[f° 75 v°] *In supradicta villa, scilicet Mezvoit, cepit Johannes construere monasterium in honore Sancte Marie Sanctique Florentii per auctoritatem pape Gregorii VIII^{mi} et per testimonium Milonis archiepiscopi, qui prius decanus Parisiacensis ecclesie ab apostolico ordinatus est archiepiscopus Beneventane quem de hac re intercessorem apud papam habuit Johannes. Eventius etiam archiepiscopus Dolensis ut construeretur annuit, et cymiterium ipse benedixit, et omnes suas consuetudines illi monasterio donavit, et ut etiam feria in festivitate Sancti Florentii ibi adunaretur permisit, ita tamen ut monachi burgenses ejus in burgum suum hospitandos non reciperent, nisi ejus gratanti absolute. Canonici quoque Sancti Samsonis concesserunt ea conditione ut neminem sive ex burgensibus castri sive ex optimatibus de Ratel defunctum monachi sepelirent, nisi ipsi gratanter permitterent. Horum concessor est et testis ipse comes Redonensis Goffredus.*

[...].

[f° 76 r°] *Hujus ville jam supradicte id est Mezvoit incole si qui prius erant ad parochiam Sancte Marie de Carfenton pertinebant et ei decimas et primitias suas et ceteras oblationes referebant. Que omnia Goscelini cognomento Germaion erant. Hic ob salvationem anime sue omnes redibitiones predictæ ville, decimas, sepulturam, oblationes, monachis condonavit, et de habere eorum LX solidos accepit et presbitero ecclesie de Carfenton concambium suum reddidit de decima ville Heraldii. Ne tamen mater ecclesia omnino jus suum amitteret fuit conventio ut monachi annis singulis in festivitate Assumptionis Sancte Marie X et VIII denarios pro recognitione ecclesie de Carfenton redderent. Actum hoc coram archiepiscopo Eventio qui ut ita fieret concordavit et comite Goffredo qui hujus conventionis fidejussor est, annuente supradicti Goscelini, uxore Adila et omnibus ejus filiis Herveo, Rivallo, Ansegiso, Putrello, testibus his : Eudone filio Goffredi, Mainfinito siniscallo, Tescelino, Normanno.*

[...]

Annexe 3 – Convention entre l'abbesse de Saint-Georges et Guillaume l'Ismaélite au sujet des droits de l'église-mère Sainte-Marie de Tinténiac et de la chapelle du château de Guillaume (...1062-1081)

Copie de la seconde moitié du XIV^e siècle, arch. dép. Ille-et-Vilaine, H 023 (*Cartulaire de Saint-Georges de Rennes*), f° 2 v° – « Cartulaire de Saint-Georges de Rennes », éd. P. LA BIGNE-VILLENEUVE (de), *Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine*, n° 9, 1876, acte n° 3, p. 227.

De conventione quam fecit abbatissa cum Guillelmo Ismaelite de capella Willelmi que est in castro suo. Scriptura hujus cartule continet conventionem inter abbatissam

et Guillelmum ejus fidelem de capella castelli ejusdem Guillelmi, scilicet ut presbiter Guillelmi habeat medietatem oblationis parrochiarum intra vallum castelli habitantium, Sancta vero Maria et abbatissa aliam medietatem. De externis autem hominibus que de Tinteniensi parrochia non sunt similiter est constitutum. Sed si parrochiani Tinteniensis ecclesie qui extra castrum habitant aliquid oblationis abstulerint, id Sancta Marie et abbatisse proprium erit. Ad Nativitatem Domini, ad confessionem in XL, ad adorandam crucem, ad baptisterium, ad pascha, ad festivitatem Sancti Marie requirant parrochiani suam matrem ecclesiam. Quod si forte ibi, in capella scilicet baptismum factum fuerit, vel sponsus benedictus cum sponsa, sive confessio data vel hujusmodi alia, quod inde presbiter Guillelmi habuerit per Tinteniensem habeat sacerdotem, sic et enim definitum est apud Sanctum Georgium ante Raginaldum episcopum, abbatissa Guillelmoque presentibus, his etiam auditoribus et testibus : Hidrochio, Ricaladro, Ralfredo presbitero, Buenvallet, Marco de Castro, Odone filio Glen, Tualo bastart.

RÉSUMÉ

Contrairement à l'idée qui a longtemps prévalu, la paroisse n'est pas apparue en même temps que le christianisme est devenu religion officielle. L'étude des trois plus anciens actes de Bretagne attestant de l'existence d'une hiérarchie ecclésiale, organisée entre des églises-mères et des édifices secondaires, permet en effet de conclure que le réseau paroissial ne découle pas d'un démembrement croissant de grandes paroisses primitives. Ce fut seulement au ^xe siècle que les rapports sacramentels et matériels liant les fidèles à un lieu de culte furent strictement réglementés selon le lieu de domiciliation, entraînant de fait la reconnaissance d'un « territoire », appelé la *parochia*. Celle-ci ne correspondait pas toutefois à une circonscription *stricto sensu*, avec des limites linéaires et continues, mais plutôt à un semis d'âmes, rayonnant autour d'une église principale.

ABSTRACT

Contrary to the idea that has long prevailed, the parish did not appear when Christianity became the official religion. The study of the three oldest Breton acts bearing witness to a Church hierarchy between mother churches and secondary structures allows us to conclude that the parish network was not the result of the increasing division of large primitive parishes. It was only during the eleventh century that the material and sacramental relations linking believers to a church were strictly regulated by place of domicile, which entailed a *de facto* recognition of a dependent territory, called *parochia*. It did not correspond to a constituency, strictly speaking, with linear and continuous boundaries, but rather to a scattering of souls spread around a main church.